En fait, c'est un peu l'histoire d'une génération...

Vous êtes né entre la fin de années 50' et les 90', et vous avez entendu et réentendu les mêmes choses.... On a des trous dans la couche d'ozone, des animaux en voie d'extinction, du pétrole sur les plages, les glaces éternelles ne le sont plus, les poumons verts de la planètes disparaissent, les zones côtières ont de plus en plus les « pieds » dans l'eau quand d'autres n'ont plus vu la pluie depuis des années, le vent souffle de plus en plus vite et de plus en plus souvent, sans parler des océans et mers, la partie immergée de l'Iceberg, dont on est très heureux de ne pas voir ce qu'il y a dedans. Dans la foulée, on peut profiter des joies et surprises du nucléaire, découvrir la pollution atmosphérique étouffer la plupart des villes, retrouver toute une série de saloperie dans nos assiettes et, cerise sur le gâteau, savoir que l'on a pas mal de chance finalement de chopper un cancer. Que bref, on pollue trop, on surconsomme et on bouffe généralement de la merde tant gustativement que pour notre santé. Et tout cela c'est de NOTRE faute.... blablablabla...

Oui, c'est vrai... On le sait, tout le monde le sait... Et c'est aussi en partie grâce à cela que l'on a un niveau de vie si élevé chez nous, une certaine stabilité sociale, des droits et libertés et il nous est difficile de les remettre en cause tout simplement parce qu'il a été difficile à établir ce niveau de développement... En tout cas, c'est que l'on peut comprendre.

Et ce n'est pas tout...

Car si tout cela est possible c'est aussi et surtout parce que la population – elle travaille... et plus encore, elle a travaillé. Et depuis longtemps ! Notre système actuel est une longue et lente construction socio-économique et politique au fil du temps. Mais Aujourd'hui, nous pouvons être fier.

Quelle joie de travailler... non ?! Tout d'abord, il faut faire des études et/ou des formations, ça permet de trouver du travail. Et le travail c'est ce qui permet de gagner sa vie. Afin d'acheter un logement ou payer son loyer, se nourrir, se chauffer et s'habiller. Mais aussi d'élever une famille, de partir en voyage, de développer ses loisirs, de tenter de réaliser ses rêves et envies. Le travail permet surtout de nous épanouir et de nous donner une place dans la société, un rôle afin d'être une pierre de l'édifice. Mais est-ce bien toujours le cas ou bien devient-il simplement un moyen pour obtenir de l'argent ? Car pour combler tout ces besoins, il en faut bien de l'argent.

Alors, que se passe-t-il lorsque le travail ne rempli plus que pour seul et unique intérêt le fait de générer une capacité d'achat ? A ce moment, le travail devient tristement un morne espace temporel de 40h semaine, 44 semaines par an pendant plus de 40 ans et on sait s'en accommoder, on s'habitue à beaucoup de chose ... cela reste sans doute peu réjouissant mais c'est comme cela, ... paraît-il.

Cette situation fait, en fin de compte, penser à celle d'un simple et triste intermédiaire. A des degrés divers mais un intermédiaire quand même. Entre, d'une part, une entreprise, dont on ne comprend pas toujours son rôle, son efficacité ou encore son importance pour l'intérêt général, qui nous rémunère pour un travail rendu et, d'autre part, notre joyeuse consommation, des besoins de plus en plus grand, des plus essentiels au plus futiles. Une consommation qui ne profite pas non plus particulièrement à l'intérêt général mais bien à celui qui semble être le sien. Gagner d'un côté et dépenser de l'autre. Ensuite, qu'en reste-t-il réellement ? Est-ce que notre épargne et notre consommation sont elles suffisantes ? Quels besoins ai-je réellement comblés ? Est-ce cela les buts et objectifs principaux que nous nous devons de poursuivre ?

On nous dit que c'est justement en étudiant dur et en travaillant fort que l'on arrive à trouver sa voie et à ne pas se retrouver comme simple intermédiaire. Mais est-ce bien toujours le cas ? Et encore, ça c'est si on en a un de travail. Les visions d'avenir professionnel ne sont pas spécialement brillantes, les taux de chômage sont impressionnants. Se lancer dans le monde du travail est devenu une bataille acharnée où les places sont chères et peu nombreuses... pour un travail décent et épanouissant. Et pour quels intérêts, si ce n'est rapporter un peu plus d'argent à la fin du mois et espérer une amélioration toujours grandissante de sa condition. Afin de pouvoir un peu plus consommer et espérer épargner un peu. Et la boucle est bouclée... On consomme globalement trop, et mal, pour des résultats qui ont des effets désastreux.

Le terme « crise », qu'elle soit économique, sociale, politique ou encore environnementale, nous est famillier et presque normal. Licenciements, délocalisations et grèves par là. Besoin de rentabilité, de compétitivité et de croissance par ci. La loi du marché et la logique de croissance sont inévitables et présentes dans toutes nos représentations idéologiques de développement. Nous l'avons adoptée comme objectif pour pratiquement tout : pour notre carrière, pour notre plaisir, pour nos relations sociales, pour notre compte en banque...

Bref, que l'on ait eu les mauvaises cartes, que l'on ne se bouge pas assez le cul, que cela soit à cause d'une manipulation oligarchique, peu importe la manière dont vous voyez la situation, elle est telle qu'on la connaît et ce n'est pas très optimiste.... Et encore, on peut mettre tout cela en perspective, nous sommes malgré tout dans notre petit cocon occidental... mais bon, on se concentre sur notre univers qui est déjà bien assez rude à nos yeux. C'est compréhensible. Triste, mais compréhensible.

Alors il est facile de simplifier et de crier haut et fort que tout cela « c'est la faute au grand capital ». Cela semble pourtant évident, le besoin de croissance, de rentabilité, d'argent.... toujours en avoir plus. C'est ça le capitalisme : La socialisation des coûts, la privatisation des bénéfices comme dirait l'autre. Qu'il s'agit d'un système capitaliste injuste avec une répartition des richesses scandaleuse qui ne profite qu'à certains. Il faut réformer, changer, détruire le système, redistribué et être plus équitable !

Oui c'est vrai, c'est bien beau comme volonté... Mais est-ce que nous surconsommerions et polluerions moins pour autant ? Est-ce que nous aurions un système économique fondamentalement différent ? L'atteinte d'un niveau de vie qui nous paraît actuellement standard induirait toujours une surconsommation inévitable au bon fonctionnement d'un système économique qui garde toujours comme objectif une consommation à l'occidentale. Et puis, comment serait-il possible d'aller à l'encontre même de ce qui paraît composer notre représentation du monde ? La réussite, le succès ne s'expriment-ils pas pour une majorité d'entre nous comme un but à atteindre. Ce qui signifie, nous semble-t-il, généralement une meilleure capacité à générer de l'argent.

C'est pourtant bel et bien le système dans lequel nous nous trouvons et si l'on veut tenter de faire quelque chose de pertinent et que cela arrive vite, il va falloir faire avec les outils qu'il nous donne. Faisons notre inventaire, qu'avons nous sous la main ; le droit de vote – c'est risqué et peu efficace, s'investir personnellement – il faut encore avoir le temps et l'envie, sa consommation – ça par contre, on a du stock mais bon faut pas déconner avec... cela représente ce que nous sommes... nous dit-on.

C'est justement parce que sa propre consommation représente une part tellement importante de notre paradigme que c'est peut-être sur cet aspect qu'il faut se concentrer et agir. Avec tout cela, il nous faudrait bien l'aide du politique... Malheureusement, il n'est que trop souvent l'expression de notre propre incapacité à nous changer nous même.

L'impact environnemental que nous avons et dont nous mesurons sans doute à peine les conséquences réelles sont le résultats d'une surconsommation globale mais pas de tous. Et comme il semble très difficile de niveler par le bas ceux qui consomment le plus globalement car ce sont les « riches ». Et parce qu'il semble encore plus improbable qu'ils changent de mode de vie, il est donc plus réaliste d'imaginer que ceux qui sont prêt à en adopter un autre, et qui ont eux-même actuellement un impact non négligeable, s'organisent et parviennent au possible à contrebalancer et minimiser notre impact global.

Dès lors, pourquoi des personnes en occident iraient faire un telle chose ? Tout simplement parce que le calcul rationnel entre ce qu'ils ont à « perdre » par rapport à ce qu'ils ont à « gagner » pourrait être en faveur d'un changement assez important de leur mode de vie, sur base de critères à établir et à valoriser. Par exemple en mettant en avant des avantages, autres que l'argent, qui répondent directement à nos besoins réels tel que la mise à disposition d'un logement, de nourriture, d'une sécurité sociale, une éducation, etc... Rencontrer tout simplement une vie soutenable pour soi-même et les générations à venir... Il ne s'agit donc pas de détruire le système ou de le changer entièrement. Par contre, nous pouvons utiliser les moyens que le système met à notre disposition pour imaginer un développement qui remplit les mêmes besoins mais autrement. Nous vivons dans un système libéral, nous estimons donc qu'il est normal que nous puissions nous organiser nous même, de manière privée, afin d'atteindre un mode de vie et de fonctionnement.

Ne peut-on pas réfléchir dans un autre cadre idéologique et développer un nouveau paradigme ? Commencer à tenter le coup à une petite échelle... Qu'est qu'il nous faudrait, comment le réaliser à partir de maintenant, de notre situation ?

Nous proposons dès lors de fournir ici les bases de pistes de réflexions pour lesquelles nous espérons pourvoir mobiliser les bonnes volontés et les compétences de la société civile pour réfléchir en comités délibératifs sur la faisabilité d'un tel projet.

L'initiative débute par une logique d'intervention sur notre consommation, puisqu'il s'agit non seulement de la cause principale des différentes situations de crise mais également, comme expliqué plus haut, du pouvoir sur lequel nous pouvons avoir un impact le plus important, concret et rapide. Partant de cela, quels sont les postes de consommation les plus importants et pour lesquels nous pouvons raisonnablement penser pourvoir faire quelque chose ? Quels sont les publics qui pourraient être intéressés par participer d'une manière ou d'une autre à une telle transition ?

Nous pouvons émettre le constat que bon nombre de jeunes citadins sont actuellement au chômage et dans des proportions assez inquiétantes. Par ailleurs, une autre génération, celle du baby boom d'après guerre, arrivent à l'âge de la pension. En Belgique, plus de 245 milliards d'euro résident sur les comptes épargnes des particuliers. Ceux que l'on appelle maintenant les papy-boomers ont connus une situation économique et un taux d'emploi plus favorable que les jeunes d'aujourd'hui. De même que nous ne pouvons pas ignoré le travail de ces aînés pendant plusieurs décennies et alors qu'ils possèdent en valeur absolue une partie non-négligeable de l'épargne, ils sont également obligés de compter sur les générations suivantes pour la cotisation de leurs pensions.

Nous pouvons donc estimer avoir trois publics cibles : - ceux qui ont un logement payés, une certaine épargne et une consommation grande – ceux qui ont achetés un logement qu'ils remboursent toujours, ont une épargne minime et une consommation moyenne – ceux qui sont locataires, une épargne minime et une petite consommation.

Bien évidemment, cela est très simplificateur de regrouper en ces différentes catégories et sans doute qu'un certain nombre ne se retrouve dans aucune d'entre elles. Mais nous pensons que cela englobe néanmoins une certaine réalité actuelle.

Nous avons donc, d'un côté, une partie de la population assez jeune qui ne possède pas grand chose, qui dépend généralement de sa famille, a de plus a du mal à trouver un emploi qui, par ailleurs, ne remplit pas toujours sa mission émancipatrice et donne souvent l'impression de n'être plus qu'un simple intermédiaire et qui pourrait être tenté par un autre mode de vie. Et d'un autre côté, une population qui possède une épargne non négligeable et qui n'est pas spécialement prête à modifier son niveau de vie, mais qui peut, au travers de sa consommation et si elle est réorientée, faire fonctionner des entreprises qui ont une vision plus redistributive des richesses produites et qui paient leurs impôts en Belgique afin de remplir leurs rôles dans le contrat social.

Partant de ce postulat, l'idée est assez simple. Via du crowdfunding, il s'agirait d'acquérir des terrains agricoles et forestiers, des fermes (d'autant plus que l'âge moyen des agriculteurs est supérieure à 60 ans) dans les campagnes ainsi que des bâtiments en ville afin d'y faire vivre des personnes prêtes à vivre autrement et à produire des biens et services de consommation qui soient en adéquation avec une certaine éthique sociale, fiscale et écologique.

Le crowdfunding pourrait être représenté par la création d'une entreprise sociale dont les personnes qui participent y investissent soit de l'argent ou leurs forces de travail ou les deux. Il ne s'agit pas de charité mais bien d'investissement. Ceux qui souhaitent, au travers de ce projet, sortir du système pourraient y trouver une alternative à une vie citadine d'intermédiaire. Pour un travail en fonction de leurs compétences ou envies, qu'il soit agricole ou d'atelier, il consistera en un travail manuel de production (à l'inverse de ce que nous avons actuellement où un grand pourcentage de la population travaille dans le service). En échange, ils auraient accès à un logement communautaire (qu'il soit à la campagne ou en ville), de la nourriture, de quoi se vêtir, un accès à l'éducation, la culture et soins de santé mais également un revenu. Un revenu assez modeste au vu des salaires actuels mais qui en comparaison de l'épargne réelle qu'il est possible d'avoir actuellement pour certains, le calcul rationnel pourrait être de sauter le pas et de tenter de vivre autrement. Que ceux qui sont tenté par avoir moins de bien et plus de liens puissent avoir la possibilité de le faire. Par contre, ceux qui ont déjà des biens immobiliers, un travail ou une vie de travail derrière eux, il s'agit de participer à ce projet par la consommation ou l'investissement financier dans un tel projet.

Qui dit investissement dit également revenus de ce capital mis à disposition. Néanmoins, les dividendes doivent-ils pour autant être uniquement estimé en valeur monétaire ? Ne peuvent-ils pas représenter une mise à disposition de biens et services de tous les jours et à terme représenter une économie importante en comparaison à l'investissement initial ? Et par là, être un des investissement les plus rentables et éthiques possible ? Toute la question est là : « Comment rendre une telle idée possible au regard de la législation actuelle ? »

Un haut niveau de vie, de liberté, d'éducation, de santé, de prospérité ne sont ils pas atteignables autrement ? Ne peut-on pas vivre simplement, avec des besoins, des envies et des obligations. Car si la destination reste la même, les chemins pour y parvenir sont nombreux et tous se valent. Pour nous la question n'est donc plus vraiment de savoir vers quoi tendre mais comment y parvenir. Et se poser la question du « comment » est en soi déjà une transition...

En fait, c'est un peu l'histoire d'une génération. La génération du début de la transition...